

Audience publique du 31 mars 2021

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre un bulletin de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 43777 du rôle et déposée le 13 novembre 2019 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation d'une « *décision de l'administration des contributions directes quant au bulletin d'imposition de l'année 2017* » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 20 janvier 2020 ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Monsieur ... en ses remarques orales à l'audience publique du 10 mars 2021, et vu les remarques écrites de Monsieur le délégué du gouvernement Steve Collart du 5 mars 2021 produites, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020, avant l'audience.

Il se dégage des explications des parties en cause que le bureau d'imposition de l'administration des Contributions directes émet à l'égard de Monsieur ... un bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2017.

Il n'est, par ailleurs, pas contesté qu'en date du 28 octobre 2019, Monsieur ... introduisit une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « le directeur », contre le bulletin précité.

Par une requête déposée au greffe du tribunal administratif le 11 novembre 2019, inscrite sous le numéro 43777 du rôle, Monsieur ... a introduit un recours tendant à la réformation de la « *décision de l'administration des contributions directes quant au bulletin de l'imposition de l'année 2017* ».

De l'entendement du tribunal, Monsieur ... a entendu diriger le recours en réformation contre le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2017.

En ce qui concerne la compétence du tribunal administratif pour connaître du recours en réformation introduit contre un bulletin de l'impôt, force est de constater qu'une telle décision se meut dans la sphère de compétence attribuée au tribunal administratif en matière

fiscale par l'article 8 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, désignée ci-après par « la loi du 7 novembre 1996 », de sorte que seul un recours en réformation a pu être introduit en l'espèce.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité du recours sous analyse pour être prématuré dans la mesure où la réclamation à l'encontre du bulletin de l'impôt litigieux aurait été introduite en date du 28 octobre 2019 et que le délai de 6 mois de silence prévu par l'article 8, paragraphe (3), point 3. de la loi du 7 novembre 1996 n'aurait pas encore expiré.

A l'audience des plaidoiries, Monsieur ... s'est rapporté à prudence de justice quant au moyen d'irrecevabilité soulevé.

Aux termes de l'article 8, paragraphe (3), point 3. de la loi, précitée, du 7 novembre 1996, *« lorsqu'une réclamation au sens du § 228 de la loi générale des impôts ou une demande en application du § 131 de cette loi a été introduite et qu'aucune décision définitive n'est intervenue dans le délai de six mois à partir de la demande, le réclamant ou le requérant peuvent considérer la réclamation ou la demande comme rejetées et interjeter recours devant le tribunal administratif contre la décision qui fait l'objet de la réclamation ou, lorsqu'il s'agit d'une demande de remise ou en modération, contre la décision implicite de refus. Dans ce cas le délai prévu au point 4, ci-après ne court pas »*.

Il résulte de cette disposition que le contribuable dont la réclamation n'a pas fait l'objet d'une décision définitive du directeur dans un délai de six mois a le droit de déférer directement au tribunal le bulletin qui a fait l'objet de la réclamation, étant entendu que, s'agissant d'une condition de recevabilité, l'observation de ce délai de six mois, qui court à partir de l'introduction de la réclamation contre le bulletin, s'apprécie au jour de l'introduction du recours. Si le délai de six mois n'est pas encore révolu, le recours est à déclarer irrecevable pour avoir été introduit prématurément¹.

En l'espèce, il n'est pas contesté qu'une réclamation a été introduite le 28 octobre 2019 auprès du directeur à l'encontre du bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2017, tel que cela ressort des pièces du dossier fiscal et notamment d'une lettre de la direction de l'administration des Contributions directes du 29 octobre 2019 informant Monsieur ... que sa requête a été portée au rôle du contentieux sous le numéro C27204.

Le délai précité de six mois, qui court à partir de l'introduction de la réclamation introduite contre le prédit bulletin de l'impôt, a partant commencé à courir le 28 octobre 2019 pour expirer le 28 avril 2020.

Le recours sous analyse ayant été introduit au greffe du tribunal administratif le 11 novembre 2019, soit moins de six mois après l'introduction de la réclamation précitée devant le directeur, il doit être déclaré irrecevable pour avoir été introduit prématurément.

¹ Trib. adm. 21 mars 2002, n° 12843 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Impôts, n° 1121 et les autres références y citées.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours en réformation irrecevable ;

met les frais et dépens à charge du demandeur.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 31 mars 2021 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Bochet, juge,
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier assumé Luana Poiani.

s. Luana Poiani.

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 31 mars 2021
Le greffier du tribunal administratif